

*Pouvoir d'emprunt*

**M. Jim Hawkes (Calgary-Ouest):** Monsieur le Président, c'est aujourd'hui la première occasion que j'ai d'intervenir à la Chambre depuis les dernières élections. J'ai passé les 10 dernières semaines et demie en tant que représentant du gouvernement aux Nations Unies dans le cadre d'un débat sur la sécurité sociale et plus précisément sur des millions de gens dans le monde qui meurent de faim à cause de la sécheresse en Afrique. Des centaines de milliers de gens meurent de froid faute de vêtements et d'abris. Je viens tout juste de vivre cette expérience pendant 10 semaines et il est donc intéressant d'écouter le débat au Canada à l'heure actuelle sur des questions qui vont dans le même sens, mais qui ne sont pas aussi pressantes chez nous. J'espère que les députés et les Canadiens qui nous regardent aujourd'hui ouvriront leurs cœurs et leurs porte-monnaie aux affamés du monde entier.

**Des voix:** Bravo!

**M. Hawkes:** Monsieur le Président, c'est un peu comme débarquer sur une planète inconnue. Selon moi, les libéraux et les néo-démocrates disent à la Chambre que le régime actuel est convenable. Or, les députés de l'opposition qui siègent avec moi à des comités depuis cinq ans et demie et qui écoutent des témoignages, se rendent compte certainement que la situation actuelle est inacceptable. Au Canada, à l'heure actuelle, un enfant vivant dans une famille dont le revenu annuel est de \$10,000 ou moins reçoit \$15 de plus par mois qu'un enfant vivant dans une famille dont le revenu est de \$45,000 par année. Nous devons essayer si possible, grâce à une meilleure gestion et à de meilleurs régimes, de doubler la différence en faveur de ces défavorisés de la société, de ces enfants nés dans des familles pour lesquelles il est difficile de nourrir, d'habiller, de loger et d'instruire leurs enfants, et c'est pourquoi nous tenons des consultations, et c'est là l'objectif que le gouvernement veut réaliser. Il veut trouver des façons de donner plus d'argent aux déshérités de la société. La consultation sert à trouver des moyens d'obtenir les fonds nécessaires pour donner plus à ces déshérités. Je suis un défenseur irréductible de ce principe et il en va de même de mon parti.

• (1550)

Nos vis-à-vis libéraux parlent de justice sociale. J'ai passé 60 jours à parcourir mon quartier de Calgary, en Alberta. Il y a deux ans, des jeunes de vos circonscriptions venaient à Calgary pour trouver un emploi, mener une carrière et avoir un niveau de vie convenable. Cet été, 25 p. 100 des locaux de bureau à Calgary étaient vacants, 15 p. 100 des appartements étaient vacants et j'ai rencontré de très nombreuses familles qui étaient sans travail depuis plus d'un an.

Tout cela résulte des politiques mises en œuvre par le parti libéral malgré les objections de l'opposition, malgré les renseignements qu'il avait en main et à cause du manque de consultations. Les libéraux ont commis une erreur qui a été catastrophique et qui a forcé des millions de Canadiens qui n'avaient jamais connu la pauvreté à vivre en-dessous du seuil de la pauvreté. Nous éviterons ces erreurs, car nous consulterons les gens.

Nous ne commettrons pas les mêmes erreurs. Si nos vis-à-vis lisaient le rapport du vérificateur général, ils s'apercevraient

que l'achat d'avions de combat F-18 que le gouvernement libéral a approuvé coûtera 3.5 milliards de plus que prévu. A lui seul, ce montant permettrait de doubler l'aide accordée aux personnes âgées du pays, n'eût été de cette erreur.

J'attends avec impatience le débat qui va s'ensuivre. Je cède maintenant la parole au représentant du NPD.

**M. Nelson A. Riis (Kamloops-Shuswap):** Monsieur le Président, c'est un plaisir de pouvoir mettre fin à ce débat aujourd'hui. Il y a deux choses surtout que je veux dire dans les quelques minutes qui restent. Si le gouvernement est vraiment désireux de donner plus de chances, plus d'aide financière et plus d'aide sociale à nos économiquement faibles, au lieu d'étudier sérieusement la récupération fiscale dont il a été question à la Chambre et dont ont parlé les ministériels, ce qu'il devrait faire c'est de réformer notre fiscalité. Cela nous permettrait d'établir un minimum d'impôt à payer par les titulaires des tranches supérieures de revenus, et de faire disparaître certaines échappatoires afin que chacun, quelle que soit sa situation économique, paie sa juste part des impôts des particuliers et des sociétés. Cela ferait qu'il y aurait assez d'argent pour tous les programmes sociaux que le gouvernement pourrait alors fournir à nos économiquement faibles.

Je suis heureux que le gouvernement ait décidé de faire disparaître quatre milliards de cette autorisation d'emprunt. J'estime que, ce faisant, il se montre disposé à tenir compte des arguments invoqués par l'opposition. Il a également consenti à présenter les besoins d'autorisation d'emprunt de la prochaine année financière dans les deux semaines qui suivront la présentation du budget. C'est là une nouveauté qui constituera, je l'espère, un précédent pour les années futures. De cette façon, le gouvernement pourra faire connaître aux Canadiens les dépenses de l'année à venir et indiquer ses recettes et ses besoins de financement dans l'espace de deux semaines. Cela va permettre aux Canadiens d'examiner ses performances en meilleure connaissance de cause et de voir s'il sait assurer la bonne gestion budgétaire dont le pays a si désespérément besoin.

En terminant, puisque le gouvernement s'est plié à la suppression de quatre milliards et à l'adoption d'un délai de deux semaines pour la présentation de la prochaine demande d'autorisation d'emprunt, je pense que nous avons progressé au cours des dernières semaines. Je félicite les ministériels d'avoir su reconnaître la sagesse des propositions faites par les députés du NPD.

Dans cet esprit, je profite de l'occasion pour souhaiter à mes collègues, au nom de notre parti, un joyeux Noël et une bonne année.

**M. le vice-président:** Il nous reste une minute. Le député de Glengarry-Prescott-Russell (M. Boudria).

**M. Don Boudria (Glengarry-Prescott-Russell):** Monsieur le Président, une minute ce n'est pas beaucoup. Mais je tiens à faire voir la contradiction du gouvernement. Il n'a pas été élu pour sabrer dans les programmes sociaux mais pour donner davantage à la population. Il a dit qu'il voulait donner aux Canadiens une vie meilleure. Ce n'est pas ce qu'il fait maintenant.